



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Point presse en visioconférence de Bruno Le Maire, Jacqueline Gourault,
Agnès Pannier-Runacher et Renaud Muselier
sur le fonds d'accélération des investissements industriels dans les
territoires**

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Mardi 23 mars 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous,

Je suis très heureux de vous retrouver avec Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Agnès Pannier-Runacher, ministre en charge de l'Industrie, et avec le président de l'Association des régions de France, Renaud Muselier.

Je veux passer quelques messages très simples à la suite de la réunion de travail que nous avons eu avec le président Muselier. Ce sont des semaines de travail, des mois de travail que nous avons eu depuis le lancement du plan de relance entre l'Etat et les régions.

Le premier message que je veux passer, en remerciant chaleureusement Renaud Muselier, c'est la qualité de la coopération qui existe entre l'Etat et les régions sur la mise en œuvre du plan de relance.

Les régions ont la compétence économique au niveau local. Il est indispensable que nous travaillions main dans la main, avec un seul objectif la relance de notre économie, la création d'emplois, la relocalisation d'activités industrielles sur les territoires. Personne ne peut y arriver seul, ni l'Etat, ni les régions. En revanche, en travaillant main dans la main comme nous le faisons avec le président Renaud Muselier, depuis plusieurs mois, nous avons obtenu des résultats extrêmement concrets au service de nos compatriotes.

Nous avons d'abord baissé des impôts de production de 10 milliards d'euros avec la part régionale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui a été supprimée. Nous l'avons fait en concertation étroite avec les régions pour qu'il y ait une compensation à l'euro près des pertes fiscales pour les régions, moyennant quoi, en bonne intelligence, nous avons renforcé la compétitivité de nos industries. Nous avons réduit l'écart entre les impôts de production en France et chez nos principaux concurrents industriels européens, en particulier l'Allemagne, et tout cela se déploie avec beaucoup de facilité grâce à la qualité du travail qui a été mené.

C'est vrai également sur le déploiement industriel, où nous collectons les projets avec les régions, dans le cadre des partenariats qui ont été conclus et où nous arrivons à décaisser rapidement les aides à l'industrie.

La reconquête industrielle, c'est une des priorités du plan de relance.

La reconquête industrielle, c'est une des priorités politiques du président de la République, du Premier ministre et de l'ensemble du Gouvernement.

La reconquête industrielle, c'est ce qui permettra à la France de jouer son rôle majeur au XXI^{ème} siècle dans l'économie, grâce à de nouvelles technologies, grâce à des innovations, grâce à la relocalisation de chaînes de valeur.

Très concrètement, nous avons prévu 2,2 milliards d'euros dans le plan de relance consacrés spécifiquement à la reconquête industrielle. Une partie pour la digitalisation des PME industrielles, chacun sait que nous avons du retard sur cette digitalisation. Une partie sur la relocalisation de chaînes de valeur parce que nous savons qu'il faut relocaliser des chaînes de valeur sur des composants critiques dans le domaine de la santé, des semi-conducteurs, des batteries électriques ; et une partie enfin pour soutenir des secteurs spécifiques qui sont plus durement touchés par la crise. Je pense à l'automobile, je pense aussi au secteur aéronautique qui est probablement le secteur industriel le plus durement touché par la crise.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

J'ai eu l'occasion d'en parler lors de mon déplacement en Occitanie à Toulouse. Ces 2,2 milliards d'euros ont rencontré un immense succès puisque, sur le seul projet de digitalisation, nous avons prévu 280 millions d'euros de crédits, nous en avons déjà engagé 880 millions d'euros soit près d'1 milliard.

Nous avons dû ré-abonder l'enveloppe de 600 millions d'euros par redéploiement, comme nous nous y étions engagés avec le Premier ministre, par redéploiement des crédits disponibles.

Sur les aides à la relocalisation, nous sommes à 1 200 projets qui sont déjà en cours de réalisation. Cela montre aussi les attentes et le succès de cette politique.

Pour tenir compte de ces résultats, nous avons décidé avec le Premier ministre et le président de la République de rajouter 1 milliard d'euros à l'enveloppe consacrée à la reconquête industrielle. 1 milliard d'euros qui seront dégagés par redéploiement des crédits de France Relance. C'est la stratégie qui avait été définie dès l'automne 2020.

Nous redéployons vers les dispositifs qui marchent le mieux l'argent de dispositifs qui fonctionnent plus lentement. Cela permet de faire sortir des projets extrêmement concrets de terre ou de développer de nouveaux projets industriels.

Je pourrais donner l'exemple d'*Adex* à Chenôve, juste à côté de Dijon où je me suis rendu il y a quelques jours. Je pourrais également l'exemple de *Bernardo* qui va développer son unité de production à Limoges où s'est rendue la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, il y a quelques semaines également. Ce sont des projets très concrets de développement de lignes de production, avec des dizaines ou des centaines d'emplois à la clé derrière, de nouvelles qualifications, de nouvelles compétences et plus de valeur pour la France.

Dans ce milliard d'euros, il y a 150 millions qui sont consacrés spécifiquement aux territoires d'industrie et je me réjouis que les régions, sous l'autorité de Renaud Muselier, aient apporté elles aussi 150 millions d'euros.

Le principe, désormais, est clair et je pense qu'il est le témoignage de la qualité de notre coopération entre l'Etat et les régions pour 1 euro fourni par l'État, il y aura sur les enveloppes de territoire d'industrie 1 euro fourni également par les régions. Cela permet de démultiplier notre efficacité sur le terrain. 300 millions d'euros qui vont aller directement dans les territoires pour aider au développement industriel de ces territoires.

Voilà les quelques messages que je voulais faire passer. La relance avance malgré les circonstances compliquées du point de vue sanitaire. Elle se déploie sur les territoires. Elle permet de financer des projets industriels. Elle permet d'accélérer la décarbonisation de notre industrie. Elle permet de créer de nouvelles compétences.

Le travail étroit, main dans la main avec les régions de France, et notamment avec le président Renaud Muselier qui a joué un rôle exceptionnel en la matière, nous permet d'obtenir les résultats dont je vous parle ce matin.